



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

**CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE MONDIALE:
LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET
DES BIOÉNERGIES**

Rome, 3 – 5 juin 2008

**RAPPORT DES COPRÉSIDENTS DU GROUPE DE CONTACT
INFORMEL À COMPOSITION NON LIMITÉE**

Le projet de texte figurant dans le présent document est l'aboutissement, au 30 mai 2008, des travaux du Groupe de contact à composition non limitée chargé de préparer une Déclaration en vue de son adoption par la Conférence de haut niveau, que nous avons eu l'honneur de présider.

Le Groupe a entamé ses travaux le 9 mai 2008 et il a eu neuf réunions (soit au total une cinquantaine d'heures de débat) pendant les trois semaines suivantes. Il s'agissait d'un processus ouvert, à large participation, et les négociations ont été menées dans un esprit constructif. Néanmoins, étant donné les délais serrés, et des réunions parallèles nécessitant également la participation des Membres, il n'a pas été possible de parvenir à un accord complet sur le texte dans les délais impartis.

Le Groupe a donc laissé certaines parties du texte entre crochets. En tant que CoPrésidents, nous présentons maintenant le texte en vue d'un examen ultérieur, certains que le consensus nécessaire pour parvenir aux résultats convenus pourra se dégager lors de la Conférence de haut niveau.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.
La plupart des documents de cette réunion sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org/foodclimate.

**PROJET DE TEXTE EXAMINÉ PAR LE GROUPE DE CONTACT INFORMEL À
COMPOSITION NON LIMITÉE AU 30 MAI 2008**

**DECLARATION DE LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DEFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES
BIOENERGIES**

NOUS, Chefs d'État et de gouvernement, Ministres et Représentants de ** pays et de la Communauté européenne, nous sommes réunis à Rome à cette Conférence de haut niveau, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de concert avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le Fonds international de développement agricole et Bioversity International au nom du système du GCRAI,*** pour relever les défis posés par la hausse des prix des produits alimentaires, le changement climatique et les bioénergies, ainsi que leurs incidences sur la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale.**

1. Nous réaffirmons les conclusions du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, qui a adopté la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et l'objectif, confirmé par le Sommet mondial de l'alimentation: cinq après, consistant à parvenir à la sécurité alimentaire pour tous grâce à un effort permanent d'élimination de la faim dans tous les pays, et en vue, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard, ainsi que notre engagement à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous rappelons également les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Nous réaffirmons qu'il est inacceptable que 854 millions de personnes soient encore sous-alimentées dans le monde aujourd'hui.
2. Nous sommes ici pour relever les défis des bioénergies et du changement climatique, et de la situation actuelle de flambée des prix des produits alimentaires qui a des effets néfastes sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, d'autant plus que l'on peut supposer que les prix des denrées alimentaires resteront élevés dans les années à venir.
3. Nous sommes convaincus que la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les pays et les populations les plus vulnérables du monde. Nous sommes également convaincus que les mesures prises par les gouvernements nationaux, avec l'appui de la communauté internationale, sont nécessaires à court, moyen et long termes, pour répondre aux besoins de la planète et des ménages en matière de sécurité alimentaire. Il y a donc nécessité urgente d'aider les pays en développement et les pays en transition à accroître leur production agricole et vivrière, et à renforcer leurs investissements dans l'agriculture, les entreprises agricoles et le développement rural, de sources à la fois publiques et privées.

[NOTE: Les textes ci-après ont été proposés comme des ajouts au Préambule, mais n'ont pas encore été convenus:

Chapeau:

Remplacer tout le texte qui suit la deuxième série d'astérisques par le libellé suivant:

[“pour rechercher des moyens de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et relever les défis du changement climatique et des bioénergies ainsi que des effets de la hausse des prix des denrées alimentaires.”]

Nouveaux paragraphes après le paragraphe 1:

[1bis. Nous réaffirmons que les aliments ne devraient pas être utilisés comme moyen de pression politique et économique. Nous réaffirmons aussi l'importance de la coopération et de la solidarité internationales, ainsi que la nécessité de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies et qui menacent la sécurité alimentaire.]

[1ter. Nous reconnaissons notre engagement à l'égard du droit à l'alimentation pour tous et à une vie décente pour les millions de familles rurales de la planète.]

Paragraphe 3

Insérer après la deuxième phrase:

[Compte tenu de la situation actuelle des prix des denrées alimentaires, nous sommes convaincus, en tant que principe de base, que la promotion de la production agricole intérieure par l'emploi de toutes les ressources disponibles pour l'agriculture dans les divers pays joue un rôle crucial dans la garantie de la sécurité alimentaire.]

Nouveau paragraphe après le paragraphe 3

[3bis. Nous observons également que la hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires a incité un certain nombre de pays exportateurs de produits alimentaires à limiter ou à interdire les exportations de certains produits alimentaires afin de gérer les prix sur leurs marchés intérieurs et d'assurer l'accès aux aliments, ce qui pourrait aggraver la pénurie sur les marchés mondiaux et contribuer à la hausse des prix pour les pays importateurs de produits alimentaires.]]

En adoptant la présente Déclaration, nous nous engageons à faire de la sécurité alimentaire une question permanente de politique nationale, à renouveler notre engagement en matière de réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, et nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures ci-après.

Mesures immédiates et à court terme

4. La situation alimentaire mondiale appelle un engagement ferme des gouvernements ainsi que de toutes les autres parties prenantes. Nous engageons tous les donateurs et le système des Nations Unies à accroître leur aide aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et ceux qui sont les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires. Dans l'immédiat, il est essentiel d'agir sur deux fronts.
5. Il s'agit d'abord de répondre d'urgence aux demandes d'aide émanant des pays touchés.
 - a) Les institutions compétentes des Nations Unies devraient être assurées de disposer des ressources nécessaires pour accroître et améliorer leur aide alimentaire et pour appuyer leurs programmes de filets de sécurité en vue de faire face à la faim et à la malnutrition, le cas échéant en ayant recours à des achats locaux ou régionaux.
 - abis) Les organisations régionales compétentes qui ont des dispositifs d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire, tels que la réserve de sécurité alimentaire de l'ANASE, devraient renforcer leur coopération en vue de faire face efficacement à la flambée des prix des denrées alimentaires.

- b) Tous les efforts déployés par les organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de renforcer l'aide humanitaire immédiate et l'aide au développement devraient faire l'objet d'une synergie avec ceux que déploient les organisations multilatérales, et être rendus cohérents, afin d'assurer une transition sans heurt entre l'aide d'urgence et l'aide à long terme.

[bbis)

[Nous engageons les gouvernements [nationaux] à faire en sorte que] / [la livraison de] l'aide alimentaire d'urgence internationale soit livrée aussi rapidement et efficacement que possible aux populations en difficulté.]

- c) Pour faciliter l'adaptation à la hausse des prix des produits alimentaires, les donateurs et les institutions financières internationales, conformément à leur mandat et en accord avec les pays bénéficiaires, devraient fournir en temps utile un appui en matière de balance des paiements et/ou un appui budgétaire aux pays à faible revenu importateurs de denrées alimentaires . [D'autres mesures telles que la réforme des mécanismes financiers compensatoires et la suspension du service de la dette devraient aussi être envisagées.]

6. Il s'agit ensuite d'apporter un appui immédiat à la production et au commerce agricoles.

- a) Toutes les organisations compétentes et les pays coopérants devraient être prêts à aider les pays, à leur demande, à mettre en place les politiques révisées et des mesures de nature à aider les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, à accroître leur production et à s'intégrer dans les marchés locaux, régionaux et internationaux. La coopération Sud-Sud doit être encouragée.
- b) Les partenaires du développement sont invités à participer et à contribuer aux initiatives internationales et régionales relatives à la flambée des prix des denrées alimentaires et en particulier dans le cadre de l'initiative lancée le 17 décembre 2007 par la FAO, à l'appui des mesures conduites par les pays, de nature à donner aux agriculteurs des pays à déficit vivrier et à faible revenu et des pays les plus touchés accès à des semences appropriées, adaptées aux conditions locales, à des engrais, à des aliments pour animaux et aux autres intrants, ainsi qu'à une assistance technique, afin d'accroître la production agricole.
- c) SUPPRIMÉ

Le texte ci-après a été proposé pour remplacer l'alinéa 6c:

/Les partenaires du développement sont appelés à prendre des initiatives afin de limiter les fluctuations inhabituelles des prix des céréales vivrières. En particulier, nous appelons la FAO, le PAM et les institutions financières internationales à étudier la possibilité de mettre en place une réserve vivrière mondiale en commençant par le riz à titre d'essai./

- d) [Les Membres de l'OMC sont instamment priés d'assurer l'achèvement rapide en 2008 du Programme de Doha pour le développement en vue de mettre en place un système agricole international plus équitable et orienté vers les marchés, qui aidera les pays en développement à accroître leur capacité de production.] / [Les Membres de l'OMC réaffirment leur engagement à mener à bien rapidement le cycle des négociations de Doha pour le développement de l'OMC et il réaffirme leur volonté de parvenir à un résultat ambitieux, complet et équilibré.] [La mise en œuvre des mesures d'aide pour le commerce devrait être un complément précieux du Programme de Doha pour le développement afin de mettre en place et d'améliorer la capacité commerciale des pays en développement.] / [Nous demandons instamment à tous les États Membres de faire preuve de la volonté politique et de la souplesse nécessaire pour instaurer un nouveau système commercial plus propice à la sécurité alimentaire en encourageant la production vivrière et les investissements

agricoles dans les pays en développement. Il devrait y avoir une nouvelle action urgente en vue de mener à bien la série de négociations de Doha qui devraient porter sur les subventions à l'agriculture et les tarifs douaniers des pays développés, afin d'aider au développement agricole dans les pays pauvres.]

[*d bis*) Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques en matière d'alimentation, de commerce agricole et les politiques commerciales générales soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous. À cet effet, il sera nécessaire de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales [non compatibles avec les] / [non-conformes aux] obligations de l'OMC et contraires au droit international.]

[*d ter*) Nous demandons également aux gouvernements de ne pas engager de mesures commerciales telles que les limitations ou interdictions d'exportation qui pourraient menacer [la stabilité de l'offre et de la demande de produits alimentaires] / [le libre échange et l'efficacité des marchés], en particulier pour les pays en développement.]

Mesures à moyen et à long termes

7. La crise actuelle a mis en évidence la fragilité des systèmes vivriers mondiaux et leur vulnérabilité aux chocs. S'il est urgent de s'attaquer aux conséquences de la flambée des prix des produits alimentaires, il est également crucial d'associer des mesures à moyen et à long termes, notamment les suivantes.

[*7 bis*. Il est aussi nécessaire de reconnaître les nouvelles vulnérabilités provoquées par les nouveaux défis, à savoir la hausse des prix des produits alimentaires et le changement climatique, et de prendre des mesures appropriées spécifiques pour aider les personnes qui en souffrent, principalement dans les pays les plus pauvres.]

8. Nous demandons instamment aux gouvernements nationaux, à toutes les institutions financières, aux donateurs et à l'ensemble de la communauté internationale d'adopter sans réserve un cadre de politique axé sur les populations à l'appui des pauvres dans les zones rurales, périurbaines et urbaines et des moyens d'existence des populations dans des pays en développement et d'accroître les investissements dans l'agriculture.

9. Il est essentiel de traiter la question fondamentale de savoir comment accroître la capacité de récupération des actuels systèmes de production vivrière face aux défis du changement climatique. Dans ce contexte, le maintien de la diversité biologique est essentiel pour permettre les bons résultats de la production future. Il faudrait créer des possibilités permettant aux petits agriculteurs et aux pêcheurs du monde, y compris des populations autochtones, en particulier dans les zones vulnérables, de s'adapter au changement climatique, de participer aux mécanismes financiers d'atténuation des effets et d'adaptation à ceux-ci et d'en profiter. [Nous demandons instamment aux gouvernements, représentés aux négociations relatives au renforcement de l'action internationale concernant le changement climatique devant être menées à bien pour 2009, de faire en sorte que les mécanismes financiers et les flux d'investissement à l'appui de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies, attribuent la priorité appropriée aux secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches] / [, compte tenu de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique].

10. Nous exhortons la communauté internationale, et notamment le secteur privé, à accroître nettement les investissements dans la science et la technologie pour [l'alimentation et] l'agriculture. Des efforts accrus en matière de coopération internationale devraient être orientés vers la recherche, la mise au point, l'application, le transfert et la diffusion de technologies améliorées et d'approches en matière de politiques. [Nous demandons instamment aux États Membres, d'établir, conformément au Consensus de Monterrey, des conditions en ce qui concerne

la gouvernance et les politiques, qui facilitent l'investissement privé dans des technologies agricoles améliorées.] [Nous insistons également sur le fait que l'agriculture et les forêts peuvent contribuer sensiblement à l'atténuation des effets du changement climatique] [, compte tenu du principe des responsabilités communes mais différenciées.] [Nous poursuivrons nos efforts afin de modifier les modes de consommation et de production non durables.]

[11. Nous encourageons la communauté internationale à poursuivre ses efforts en matière de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce, les programmes d'appui et autres mesures qui ont été à l'origine de distorsions des marchés mondiaux pendant si longtemps. L'action concernant ces mesures donnera aux agriculteurs, en particulier dans les pays en développement, de nouvelles possibilités de vendre leurs produits sur les marchés mondiaux et appuiera leurs efforts d'accroissement de la productivité et de la production.]

[12.

TEXTE DE COMPROMIS COMPOSÉ PAR LES COPRÉSIDENTS

[Il est essentiel de relever les défis relatifs aux biocarburants, compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire et d'environnement. Nous sommes convaincus que des études approfondies sont nécessaires pour faire en sorte que la production et l'utilisation des biocarburants soient durables et tiennent compte de la nécessité de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale. Nous sommes en outre convaincus du caractère souhaitable de la mise en commun de données d'expérience sur les technologies, normes et réglementations en matière de biocarburants. Nous demandons aux organisations internationales compétentes, et notamment la FAO, dans le cadre de leur mandat et de leur domaine de compétence, et avec la participation des gouvernements nationaux, des partenariats, du secteur privé et de la société civile, d'engager ensemble un dialogue international cohérent, fondé sur les résultats, au sujet des biocarburants, dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'environnement.]

TEXTE DES COPRÉSIDENTS AVEC MODIFICATIONS:

[/Il est essentiel de se pencher sur [les possibilités et les défis] / [les défis et les possibilités] inhérents aux carburants [bioénergies] / [compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire [, d'énergie] [et d'environnement] / [et de développement durable]. Nous sommes convaincus que les études approfondies [sur les effets néfastes sur la sécurité alimentaire, du changement climatique et de la biodiversité] / [et notamment la recherche-développement] sont nécessaires pour faire en sorte que [la diffusion] de la production et de l'utilisation [durables] des biocarburants [et durable] [compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, d'énergie et d'environnement] / [et tiennent compte de la nécessité de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale] / [de façon à ne pas porter atteinte à la sécurité alimentaire]. Nous sommes en outre convaincus du caractère souhaitable de l'échange de données d'expérience sur [toutes ces questions] / [les technologies, normes et réglementations relatives aux biocarburants]. Nous demandons aux organisations internationales compétentes, notamment la FAO, dans le cadre de leur mandat et domaines de compétence, et avec la participation des gouvernements nationaux, des partenariats, du secteur privé et de la société civile, d' [engager ensemble] un dialogue international [cohérent, fondé sur les résultats] / [de contribuer à] au dialogue international [en cours] sur les biocarburants [durables] /, dans le contexte de la sécurité alimentaire [et de l'environnement] / [et du développement durable].]]]

Suivi et examen

13. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en étroite partenariat avec le PAM et le FIDA et d'autres organisations internationales compétentes, y compris celles qui participent à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale et en collaboration avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé, de suivre et d'analyser la sécurité alimentaire mondiale dans toutes ses dimensions - y compris celles qui sont abordées par cette Conférence, et d'élaborer des stratégies de nature à l'améliorer.

14. Conscients du contenu des mesures précitées, nous soulignons l'importance qu'il y a à utiliser de façon effective et efficiente les ressources des organisations internationales compétentes [, et à éviter les chevauchements, en ayant à l'esprit le processus en cours de réforme de la FAO dans le contexte plus vaste du processus de réforme des Nations Unies, ce qui devrait permettre à la FAO de jouer le rôle le plus efficace pour relever les défis qui s'annoncent.]

* * *

Nous prenons la ferme résolution d'utiliser tous les moyens pour soulager les souffrances provoquées par l'actuelle crise, stimuler la production vivrière et accroître l'investissement dans l'agriculture, nous occuper des obstacles à l'accès aux aliments et utiliser de façon durable les ressources de la planète pour les générations actuelles et à venir.

Nous nous engageons à éliminer la faim et à assurer des aliments pour tous aujourd'hui et demain.

Rome,.... juin 2008